

...Guy Nzouba Ndama (Les Démocrates)...

"Nous participons à ces élections avec le souci de déconstruire la propagande du pouvoir"

Propos recueillis par Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

L'union. Monsieur le président, votre parti s'apprête à participer aux élections couplées (Législatives et Locales). Les listes de candidatures publiées par le Centre gabonais des élections (CGE) ont suscité un volumineux contentieux auprès de la Cour constitutionnelle. Quel regard jetez-vous, de manière générale, sur l'organisation desdits scrutins?

Guy Nzouba Ndama : De manière globale, il faut dire que depuis que je suis adulte, c'est la première fois qu'on organise deux scrutins couplés dans notre pays. Il eût été préférable que le gouvernement commençât par une communication pour informer les Gabonais de la nécessité d'organiser des élections couplées. Ceci ne relève pas de la compétence du CGE, comme nous avons eu à le découvrir. En second lieu, si le CGE semble être une administration nouvelle dans ses missions qui ont été élargies, nous avons découvert à l'occasion de la constitution des commissions locales, que de manière globale, ces commissions ne sont que du copier-coller que nous avons eu à l'élection présidentielle. Ce sont les mêmes femmes et les mêmes hommes à quelques exceptions près, que nous avons retrouvés. Nos craintes de départ se sont avérées exactes dans la volonté de certains de tricher à tout prix, puisque nous avons pu découvrir des collaborateurs de ministres qui se sont retrouvés présidents de commission d'arrondissement où leurs ministres sont candidats, ou alors des fils de président de commission, où le papa ou le tonton est candidat. Par ailleurs, le CGE s'est mêlé les pinceaux

en créant des commissions départementales et communales là où elles n'ont pas de raison d'être. Tout ceci combiné, crée une espèce de confusion qui ne présage pas de bonne augure le 6 octobre prochain, si les dispositions ne sont pas prises pour une organisation efficiente des deux scrutins.

D'aucuns considèrent que ces élections ont plusieurs enjeux, non seulement par rapport à la configuration de la prochaine Assemblée nationale, mais aussi pour la gestion des Conseils locaux. Comment appréciez-vous vos chances? - Il faut dire que notre parti a décidé d'aller aux élections parce que nous restons convaincus qu'un petit pays comme le nôtre n'a pas besoin d'être le théâtre de violences consécutives à la volonté des uns de conserver coûte que coûte le pouvoir et la même volonté des adversaires des premiers, de pratiquer la politique du tout ou rien. Les Gabonaises et les Gabonais doivent être libres de choisir leurs dirigeants. Et chaque citoyen à quelque niveau qu'il se trouve, doit se soumettre à la volonté du peuple. Nous participons à ces élections, avec le souci de déconstruire la propagande du pouvoir et de présenter une alternative crédible à ce pouvoir actuel. Il reviendra donc aux Gabonais de décider du sort de chacun. Bien entendu, je souhaite que mon parti bénéficie de la sympathie des Gabonaises et des Gabonais, en obtenant le maximum d'élus possibles, aussi bien à l'Assemblée nationale, que dans les conseils locaux.

Pour certains, les prochaines élections devraient apporter l'apaisement du climat sociopolitique du pays. D'autres n'y croient pas. Par rapport à cela, quels messages avez-vous à livrer aux citoyens gabonais en général, et aux électeurs en particulier ?



Le président du parti "Les Démocrates", Guy Nzouba Ndama.

- Notre vœu le plus profond c'est que tous ceux qui ont été désignés ici et là, tous ceux qui de près participent à la gestion des élections, s'imprègnent de la haute mission qui est la leur, d'être au service de l'Etat et de la République. Nous restons convaincus qu'aucun investisseur sérieux ne viendra mettre un radis au Gabon, dans ce climat où les enfants d'un même pays se regardent en chien de faïence. Tout ce qui s'est passé auparavant, je laisse le soin à l'histoire et aux historiens d'écrire ces pages. Nous avons donc besoin d'élections libres,

transparentes, justes et crédibles, afin qu'un climat de confiance puisse amener les uns et les autres, à vaquer à leurs occupations. Ne nions pas la réalité. Beaucoup vont au bureau pour faire acte de présence. Mais, le cœur n'y est pas. C'est parce que le climat politique est délétère. Ces élections, si elles sont bien organisées, s'il n'y a pas quelque part la volonté de frauder, puisque cela fait partie de l'ADN de certains, nous acteurs politiques, aurons ainsi contribué à projeter à l'extérieur, une image positive de notre pays.

...Paul Marie Gondjout (secrétaire exécutif adjoint de l'UN)...

"Nous demandons au peuple de voter en son âme et conscience et d'avoir à l'esprit la mauvaise gouvernance du pays"

Propos recueillis par ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

L'union. Monsieur le secrétaire exécutif adjoint de l'Union nationale (UN), votre parti s'apprête à participer aux élections couplées Législatives et Locales. Les listes des candidatures publiées par le Centre gabonais des élections (CGE) ont suscité un volumineux contentieux auprès de la Cour constitutionnelle. Quel regard jetez-vous, de manière générale, sur l'organisation desdits scrutins?

Paul Marie Gondjout : Nous notons la tendance positive des Gabonais à faire valoir leurs droits en utilisant les instruments institutionnels et juridiques y relatifs. Cette tendance est contredite par la propension du pouvoir et de nombre de responsables politiques à s'affranchir parfois de cette règle en matière électorale, pour faire place à des arrangements politiques d'arrière-garde qui ne garantissent ni la justice, ni l'équité et encore moins la transparence. C'est la raison pour laquelle il est impérieux que les institutions appelées à organiser et gérer les élections s'obligent à l'application de la règle de droit, seul gage pour protéger la démocratie. L'organisation des futures consultations aurait donc à gagner à observer cette

règle.

D'aucuns considèrent que ces élections ont plusieurs enjeux, non seulement par rapport à la configuration de la prochaine Assemblée nationale, mais aussi pour la gestion des Conseils locaux. Comment appréciez-vous vos chances ? - Les enjeux pour la coalition RHM-UN que nous formons, sont d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée Nationale afin de prendre les rênes du gouvernement et des collectivités locales, pour imposer une vision nouvelle de la gouvernance du Gabon et créer les conditions de l'alternance à la tête du pays. C'est le vœu de la grande majorité des Gabonais. Nos chances résident dans ce vœu-là.

Pour certains, les prochaines élections devraient apporter l'apaisement du climat sociopolitique du pays. D'autres n'y croient pas. Par rapport à cela, quels messages avez-vous à livrer aux citoyens gabonais en général, et aux électeurs en particulier ?

- On n'organise pas des élections pour apaiser un climat politique mais plutôt, pour donner au peuple l'occasion d'exercer son pouvoir souverain de se doter du gouvernement qu'il aura librement choisi. Dans d'autres pays qui font face à des crises profondes comme la nôtre, le peuple est généralement consulté pour dire comment il souhaite être gouverné pour



Paul-Marie Gondjout, secrétaire exécutif adjoint de l'UN.

sortir de la crise. Dans notre pays, le pouvoir d'Ali Bongo, responsable de la situation catastrophique que nous traversons, est incapable de l'en sortir et doit donc être remplacé urgemment. Nous deman-

ons, fort de cela, au peuple gabonais de voter en son âme et conscience, d'avoir à l'esprit la mauvaise gouvernance des affaires publiques et la nécessité d'alternance à la tête du pays.